

Dans la Hongrie de Viktor Orbán, le climat n'est pas favorable aux affaires, regrette l'ensemble de la presse économique internationale.

☒ Parmi les marchés considérés comme émergents, la Hongrie est devenu l'un des plus risqués au cours de ces derniers mois. La faute notamment à un endettement trop élevé et au risque de voir replonger la devise locale, le forint. En conséquence, les investisseurs étrangers fuient les actifs. Autant le précédent gouvernement « socialiste », mais à la politique économique très libérale, plaisait dans les cercles économiques et financiers internationaux, autant les signaux envoyés par le nouveau gouvernement de droite entretiennent la méfiance...sinon l'aversion.

La volonté du gouvernement de faire main-basse sur les fonds de pension privés pour financer ses mesures à court-terme sont au centre des critiques.

« Investors Shy Away From Hungary » (Les investisseurs craignent la Hongrie) titre *The Wall Street Journal* qui explique que « les pressions sur le Forint hongrois se sont accrues ces dernières semaines » et que « les problèmes internes de la Hongrie tiennent les investisseurs à l'écart ».

« Uproar at Budapest pension plan » (Tumulte contre le plan de retraite de Budapest) titre le *Financial Times* pour qui « les investisseurs étaient déjà mécontents » de la politique « erratique et peu favorable aux entreprises » depuis que la victoire de la Fidesz. Le quotidien rappelle aussi que les préoccupations ne sont pas seulement d'ordre économique et critique la nouvelle loi sur les médias.

« « Souhaitez-vous faire cadeau de votre épargne à l'État, en échange d'avantages sociaux futurs incertains octroyés par un futur gouvernement ? Non ?! Eh bien, nous pouvons vous y aider. Après tout, nous sommes sûrs que vous ne trouvez pas alléchante la perspective d'une misérable retraite. » Ceci semble être la pensée du ministre hongrois de l'économie. », caricature *The Economist* qui souligne la démographie vieillissante de la Hongrie qui pénalisera les Hongrois à long terme. « € 10 milliards en argent facile aujourd'hui sera très coûteux dans dix ans, lorsque le dernier des baby-boomers sera à la retraite, mais il est peu probable que ce soit encore le problème de M. Orbán et M. Matolcsy ».

Bloomberg dénonce une « nationalisation » des fonds de pension privés qualifiée de « cauchemar » et estime que la Hongrie suit une voie ouverte par l'Argentine un peu plus tôt.